



Le 5 octobre 2021 à Bordeaux, en grève et en manifestation pour imposer les solutions sociales, économiques et environnementales aux véritables enjeux de notre temps

La période estivale n'a pas été clémentine pour les populations, notamment pour les travailleurs.euses.

Les graves épisodes climatiques (inondations, incendies,...) dont la responsabilité appartient en grande partie aux (non) décisions des dirigeants passés et actuels, ont illustré en temps réel les nouvelles alertes des scientifiques spécialistes du climat (rapport du GIEC). Les conséquences sont dramatiques.

Les prix de l'énergie, de l'essence, du logement, des produits de premières nécessités ont continué d'augmenter. Pas les salaires, ni les pensions...

Plutôt que de permettre l'égalité d'accès à la vaccination et donc la levée des brevets, plutôt que de donner des moyens plus importants pour la santé publique, plutôt que d'agir pour la réduction des inégalités et la solidarité internationale, E. Macron continue de cibler les salariés et tente de les diviser.

Multirécidiviste en la matière, il a de nouveau acté des régressions sur le droit du travail avec notamment l'imposition du passe sanitaire et l'obligation vaccinale. Ainsi des millions de salariés.e.s se sont vu sous la menace de voir leur contrat de travail être suspendu ainsi que leur salaire. Quel salarié peut vivre sans salaire ? ! Depuis quand attaquer le Code du Travail aide à lutter contre des virus ? Le patronat a vu ses prérogatives augmenter et il en use allégrement...

La période estivale 2021 devait de la bouche du gouvernement, être une période d'un peu de répit pour les soignants.e.s. Mais beaucoup ont été rappelés.e.s durant leurs congés pour dans le même temps, les stigmatiser comme transmetteurs du virus Covid. Un comble pour celle et ceux qui étaient applaudis comme les héros de la nation il y a un an face à la pandémie.

La CGT porte la conviction que les progrès de la science doivent servir le bien commun. La médecine et la vaccination font parties de ces avancées. Les soignants qui les font vivre au quotidien doivent être reconnus à juste titre et bénéficier de véritable politique de santé publique pour les y aider. C'est une urgence qui reste criante.

Ainsi, le monde du capital ne laisse décidément aucun répit au monde du travail.

Les annonces sur la volonté de maintenir les contre-réformes de l'assurance chômage et des retraites qui portent de graves régressions sociales, étant là aussi pour le rappeler.

L'éclaircie dans ce ciel macronien aura été sans doute l'annonce à bas bruit, du gouvernement de son renoncement à son projet « Hercule » de démantèlement d'EDF. Une victoire pour les énergéticiens.e.s qui font vivre tous les jours ce service public et un soulagement (pour combien de temps ?) pour les usagers.

Mais là aussi, pas de répit. Comme pour les travailleur.euse.s de la métallurgie, les vellétés patronales s'expriment contre les grilles conventionnelles de rémunération. Un danger social qui concerne tou.te.s les salarié.e.s de tous les secteurs qui voudraient voir leur diplôme et expérience reconnus.

Ces choix basés uniquement sur la rentabilité financière et l'austérité sont bien la cause des maux de notre société. Ces politiques libérales détruisent les services publics, notre système de protection sociale pour alimenter les dividendes des actionnaires qui ne se sont jamais aussi bien portés dans la période.

Ainsi, soit nous continuons à accélérer vers le mur libéral, soit nous gagnons une autre répartition des richesses permettant de répondre aux besoins de la population tout en améliorant les conditions des salarié.e.s et en préservant notre environnement. Des choix à mettre en perspective en cette période de campagne électorale présidentielle qui débute...

Pour la CGT, porter le changement dont nous avons besoin passe par la justice sociale. Ainsi l'instauration d'un SMIC à 2000 euros bruts mensuel sur 32H hebdomadaire serait une première étape pour en prendre le chemin. L'abandon de la réforme de l'assurance chômage et celle des retraites, de même

La question des salaires, de l'emploi, des conditions de travail qui est en lien avec la protection sociale et le besoin d'une reconquête des services publics et de l'industrie, sont les priorités de la période. La vie des gens, leur quotidien c'est d'abord des réalités qui touchent à ces questions.

Les travailleur.euse.s qui subissent les annonces de suppressions d'emplois, le vivent à leur dépend violemment. En Gironde combien d'emplois seront concernés par les 2500 suppressions annoncées par Ariane Groupe ? Sans parler des inquiétudes de plus en plus fortes pour les 765 emplois en CDI à Magna (ex Getrag Ford) et les milliers d'emplois indirects impactés.

Entre le passe sanitaire, les emplois détruits, la réforme de l'assurance chômage, celle des retraites en perspective, les salaires, les pensions, les conditions de travail attaquées, l'avenir hypothéqué de la jeunesse,... le monde du travail actuel et futur a toutes les raisons de se mobiliser pour faire entendre sa voix, sa volonté de justice sociale.

Signons massivement
la pétition en ligne
contre la loi sanitaire
et les régressions
sociales à venir



Le mardi 5 octobre 2021

MOBILISÉ.E.S par la GRÈVE et la MANIFESTATION

À Bordeaux à partir de 11h30, place de la République

- Pour un avenir meilleur
- Stop à la distribution d'argent public au capital sans contrepartie sociale et environnementale
- Stop aux attaques des conditions salariales et de travail des salariés
- Pour une véritable justice sociale
- Gagnons une autre répartition des richesses
- Gagnons l'augmentation des salaires, gagnons un smic à 2000 euros mensuel,
- Gagnons les 32h hebdomadaire sans perte de salaire,
- Gagnons une autre logique économique afin de créer les emplois et répondre aux besoins de la population par une reconquête des services publics et de l'industrie